ANTILLES SÛRETÉ GUADELOUPE : ENSEMBLE POUR LE SPRINT FINAL

Pôle Caraïbes, le 22 septembre 2020

Lundi 21 septembre 2020, le jugement du tribunal de commerce de Pointe-à-Pitre est tombé : **REDRESSEMENT JUDICIAIRE!**

La société Antilles Sûreté Guadeloupe (ASG) présenterait un actif de 444 300,19€ avec toutefois un passif certain de 1 890 049,23€!

Vers 15h le représentant des salariés accompagné des grévistes a rencontré l'administrateur judiciaire M. MIROITE. Le pathétique directeur M. LUBIN était présent pour représenter son bilan catastrophique. Pour nous grévistes, cette rencontre avait pour but de faire savoir à l'administrateur qu'au-delà du redressement judiciaire il y a une grève dans l'entreprise et que nos revendications doivent aboutir au plus vite :

- Respect de l'accord signé le 20 février 2020
- Respect des conditions d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail
- Respect des dispositions conventionnelles tant sur l'élaboration et la remise des plannings, le paiement des retenues indues sur les salaires et accessoires de salaires, ainsi que toutes les heures d'absence du fait de l'employeur
- Régularisation liée à la Prime de Performance Individuelle
- Attribution du coefficient 175 à tous les agents qui remplissent les conditions
- Attribution de la prime COVID-19.

De plus, nous exigeons le paiement de la totalité de nos jours de grève.

A la suite de cette rencontre, une réunion de négociations a été fixée au mercredi 23 septembre.

Ces prochaines 48h sont déterminantes pour obtenir le paiement de TOUS nos salaires au 1^{er} octobre et la signature d'un protocole d'accord incluant l'ensemble de nos revendications. La suite à donner à notre mouvement social en dépend.

Nous appelons l'ensemble des salariés, grévistes et non-gréviste, à se mobiliser devant le cabinet de Maitre MIROITE au Gosier demain, mercredi 23 septembre dans la matinée.

Notre lutte est juste, nous resterons mobilisés sans faille et c'est ensemble que nous triompherons !!!

Le Comité de grève d'Antilles Sûreté Guadeloupe Soutenu par la CGTG